

Résidence Fleur de Lin
6 rue du Maréchal Foch – 59122 HONDSHOOTE
Tel : 03 28 65 91 30
Courriel: direction@fleurdelin59.fr

EHPAD DE BRAY-DUNES – Résidence Aigue Marine
Chemin de la Petite Mare – 59123 BRAY-DUNES
Tél : 03 28 28 29 90
Fax : 03 28 28 29 99
Courriel : direction@ehpad-aiguemarine.fr

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

N° 2025-01

Accord-Cadre, passé en application du Code de la Commande Publique

LOCATION-ENTRETIEN DE LINGE PLAT

Le marché de location entretien de linge plat est valable pour une durée d'un an, renouvelable 2 fois par reconduction expresse. Il débutera à compter de la date prévisionnelle de début d'exécution des prestations fixée au 01/02/2026. A défaut, la date de début d'exécution des prestations sera la date de notification du marché si celle-ci est postérieure à la date prévisionnelle.

DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES : 12/12/2025

Le présent CCP comporte 16 feuillets numérotés de 1 à 16 et 4 annexes

PARTIES CONTRACTANTES

Conformément au C.C.A.G-F.C.S, les parties contractantes sont :

D'une part :

- La Résidence Fleur de Lin
Représentée par son Directeur : M. GRUTZNER Frédéric
- l'EHPAD DE BRAY-DUNES – Résidence Aigue Marine

Représentée par sa Directrice : Mme DELAGE Louise

D'autre part : le titulaire du marché.

ARTICLE 1. PROCEDURE

La consultation est lancée sous la forme d'un accord-cadre, en application du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 2. OBJET – DUREE DU MARCHÉ

2.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la prestation de location-entretien de linge plat au profit de la Résidence Fleur de Lin et de l'EHPAD de BRAY-DUNES.

2.2 Allotissement

La consultation n'est pas divisée en lots.

Les caractéristiques techniques et les quantités prévisionnelles figurent à l'annexe I du présent CCP.

2.3 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

2.4 Caractéristiques des marchés à bons de commande

Les établissements ne pouvant prévoir l'activité exacte, les quantités mensuelles indiquées dans le CCP ne sont données qu'à titre indicatif et sans engagement de la part de l'établissement.

Ceux-ci s'engagent toutefois à effectuer des commandes pour un montant compris entre un minimum de 5000 € HT annuel et un maximum de 26 000 € HT annuel par établissements, l'engagement du candidat s'appréciant sur la durée totale prévue d'exécution du marché.

2.5 Durée du marché

Le marché de location entretien de linge plat est valable pour une durée de 1 an, renouvelable 2 fois par reconduction expresse. Il débutera à compter de la date prévisionnelle de début d'exécution des prestations fixée au 01/02/2026. A défaut, la date de début d'exécution des prestations sera la date de notification du marché si celle-ci est postérieure à la date prévisionnelle. La demande de reconduction sera adressée par chacun des établissements, au plus tard, 3 mois avant la date échéance.

ARTICLE 3. ETENDUE DES PRESTATIONS

Les prestations de location-entretien comportent les opérations suivantes, à exécuter par le titulaire :

- La mise à disposition du stock initial indiqué dans l'annexe I du CCP d'articles fongibles qui restent la propriété du titulaire et lui sont rendus en fin de marché.
- La remise en état de service des articles utilisés, c'est-à-dire le blanchissage, la finition appropriée à la nature de chaque article, la réparation.
- Le remplacement automatique des articles à l'issue de leur période normale d'utilisation par des articles en état de service.
- L'emballage et le conditionnement, tels que définis dans le présent C.C.P.
- Le transport des articles des ateliers du titulaire vers les lingerie situées aux points suivants :
 - Résidence Fleur de Lin : Pavillon « Royal » située au 5 rue du Maréchal Foch 59122 HONDSCHOOTE,
 - Résidence Fleur de Lin : Pavillon « Floral » située au 6 rue du Maréchal Foch 59122 HONDSCHOOTE,
 - Résidence « Aigue Marine » situé chemin de la Petite Mare 59123 BRAY-DUNES.

Le titulaire reprendra les articles sales et à remettre en état, aux mêmes endroits.

Lorsque par mégarde du linge de résidents ou de l'établissement est mis dans le circuit du linge fongible, le titulaire du marché se doit de le restituer non traité sous film plastique à l'établissement correspondant. Ce linge étant non traité, il ne sera pas facturé à l'établissements.

Il est à souligner que le titulaire doit fournir une prestation de la meilleure qualité possible, ceci étant valable en cas d'amélioration notable, en cours d'année, de sa technique de traitement ou de l'entrée en vigueur de nouvelles normes ou réglementations.

ARTICLE 4. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- les Actes d'Engagement de chacun des 2 établissements,
- le présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P.) et toutes ses annexes dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi,
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG-FCS).

Ce dernier document n'est pas joint au présent CCP. Il réputé connu des deux parties.

ARTICLE 5. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS – MOUVEMENT DES ARTICLES

5.1 Fonctionnement des prestations

Les prestations sont exécutées suivant le système « de complémentarité ».

La durée de rotation est au choix du titulaire qui doit garantir la fourniture de l'ensemble du linge plat en fonction des besoins des établissements. L'établissement indiquera le stock initial nécessaire au bon fonctionnement de la prestation (à l'annexe I du CCP) au commencement du marché.

Les remises à disposition de linge propre / enlèvements de linge sale seront effectués deux fois par semaine au pavillon Floral et au pavillon Royal pour la Résidence Fleur de Lin, et 1 fois par semaine à la Résidence Aigue Marine pour l'EHPAD DE BRAY-DUNES.

Le linge plat est déposé et enlevé dans le local de la lingerie prévu à cet effet, par le titulaire, dans des chariots houssés. Le personnel de la lingerie de l'établissement sera chargé de sa distribution à partir de la lingerie jusque dans les étages de chacune des trois Résidences. Le ramassage du linge sale dans les étages jusqu'à son acheminement en lingerie est effectué par le personnel des établissements.

En cas de jour férié dans une semaine, le planning sera modifié d'un commun accord entre les établissements et le titulaire.

Les horaires d'accès des véhicules du titulaire dans l'enceinte des établissements sont fixés entre 9h00 et 12h00.

Lors de la livraison des articles propres, les véhicules de livraison du titulaire se présentent à l'endroit du local de la lingerie prévu à cet effet. Le représentant habilité par l'établissement réceptionne la livraison et, après les vérifications quantitatives et qualitatives, décide de l'admission, de l'ajournement, de la réfaction ou du rejet dans les conditions prévues au C.C.A.G.-F.C.S.

Ces vérifications quantitatives ou qualitatives sont effectuées à partir des documents qui accompagnent les articles mis ou remis en complément (ex : Bon de Livraison).

Ces vérifications peuvent être effectuées par contrôle systématique ou par sondage.

La vérification qualitative peut être complétée au niveau des services avant utilisation par une vérification par constat.

5.2 Stock initial

Le stock initial, pour les articles fongibles (annexe I du CCP), est proposé par le titulaire en fonction de son délai entre enlèvement et remise en complément.

Chaque mise en complément est constatée par un bon de livraison. L'admission et les vérifications quantitatives et qualitatives des articles mis en complément sont effectuées par le représentant habilité par l'établissement.

5.3 Modification du stock en cours de marché

Le stock mis à disposition de l'établissement (ou dotation) est fixé d'un commun accord avec le titulaire suite à la proposition faite par celui-ci dans son offre, compte tenu des limites fixées ci-après.

Le stock mis à disposition (ou dotation) par le titulaire peut être modifié en plus ou en moins à tout moment par demande de l'établissement. L'établissement formule ses demandes de modifications de stock (ou dotation) loué au moins une semaine à l'avance par écrit au titulaire.

En cas d'augmentation significative du nombre de résidents, l'établissement se réserve le droit de formuler l'augmentation du stock (ou dotation).

Chaque candidat précisera dans son offre le délai de mise à disposition du stock initial en début de marché, en cours de marché (délai entre remise du linge sale et livraison du complément) puis en cas d'augmentation significative du nombre de résidents.

Si la demande a pour objet de réduire le stock (ou dotation), elle se matérialise par une demande de retrait.

Si la demande a pour objet d'augmenter le stock (ou dotation), elle se matérialise par une demande de supplément.

La diminution du stock (ou dotation) s'effectue par une non remise en complément à l'établissement d'articles enlevés précédemment.

Retraits et suppléments sont constatés sur les bordereaux de remises en complément datés, portant indication du nombre et de la nature des articles enlevés ou mis en complément.

A chaque opération de supplément ou de retrait, le titulaire met à jour le stock (ou dotation) mis à la disposition de l'établissement des articles concernés.

Un exemplaire de bordereau de mise à jour du stock est remis à l'établissement.

5.4 Modalités des enlèvements et remise à disposition

5.4.1 Collecte du linge sale

Des sacs textiles sont mis à disposition par le titulaire pour la collecte du linge sale dans les étages. La où les couleurs sont déterminées avec les établissements.

Les modalités de collecte, effectuées par les agents de l'établissement au niveau des étages, sont mises au point d'un commun accord entre l'établissement et le titulaire.

5.4.2 Linge des malades contagieux

Le linge provenant des malades contagieux, source de germes particulièrement dangereux, suit un circuit séparé du circuit normal jusqu'à désinfection avant retour dans le circuit normal.

Dans ce cas, l'établissement place le linge souillé dans des sacs hydrosolubles fournis par le titulaire à la demande de l'établissement et les remet ensuite dans un sac de linge sale. Le candidat indiquera dans son offre le coût de ces sacs hydrosolubles.

5.4.3 Lieu d'enlèvement

Le titulaire enlève les articles de linge sale à traiter dans les locaux lingerie prévue à cet effet dans chaque établissement. La date d'enlèvement est le point de départ du délai de remise en complément prévu.

5.4.4 Remise en complément

Les articles propres sont remis en complément dans le délai fixé à l'article 5.1 du C.C.P., accompagnés d'un bordereau de livraison.

5.4.5 Transports à l'intérieur de l'établissement

Les transports à l'intérieur de l'établissement, notamment ceux des articles de linge plat entre la lingerie et les étages sont assurés par le personnel de l'établissement avec ses propres moyens.

5.4.6 Utilisation des articles

L'établissement utilise les articles loués. Les articles constatés détériorés ou manquants sont facturés par le titulaire aux conditions économiques indiquées à l'article 13.2 ci-après.

5.4.7 Fin du marché

À l'issue du contrat et dans le cas où celui-ci ne serait pas renouvelé, le prestataire récupérera l'ensemble des articles qui lui appartiennent et ne pourra prétendre à aucune indemnité liée à l'amortissement des articles mis à disposition.

La valeur de référence des articles en cas de stocks dédiés devra être renseigné dans le BPU.

ARTICLE 6. MODALITE D'EXECUTION DES PRESTATIONS – MARQUAGE – TRAITEMENT DES ARTICLES – FINITION – PRESENTATION – EMBALLAGE –TRI - REPARATION

6.1 Traitement des articles

Le titulaire exécute ce traitement en respectant les dispositions stipulées à l'annexe II au présent CCP : fiche technique n°1.

Cependant, le traitement du linge par le titulaire doit être conforme aux normes d'hygiène et aux normes de la profession en vigueur. Le candidat précisera dans son offre son organisation et les moyens mis en œuvre pour se conformer à la norme EN 14065 RABC.

6.2 Présentation des articles

6.2.1 Finition

Les draps, taies et alèses sont calandrés.

Les draps housses sont séchés en séchoir rotatif.

6.2.2 Conditionnement et emballage

Ils sont pliés et emballés sous film plastique suivant les quantités convenues entre l'établissement et le titulaire et disposés sur des chariots de transport munis de housses et mis à disposition par le titulaire.

6.3 Ravaudage

Le titulaire est autorisé à livrer des articles ravaudés par machine à coudre ou réparés par thermocollage.

ARTICLE 7. OBLIGATION DE DISCRETION - PARTENARIAT

7.1 Obligation de discrétion

Le personnel du titulaire est tenu à l'obligation de discrétion professionnelle. Les agents du titulaire ne doivent pas révéler à quiconque les faits dont ils ont connaissance à l'occasion de leur service.

Réciproquement, les agents de l'administration sont tenus à l'obligation de discrétion professionnelle vis-à-vis des tiers en ce qui concerne les prestations du titulaire objet du marché.

7.2 Mise en place d'un partenariat

7.2.1 Conseil et suivi de la prestation

Le titulaire participe à la mise en place et au suivi de la prestation. Il aide l'établissement à mettre en place une bonne gestion du linge mis à disposition. Il l'aide à déterminer les niveaux optima des stocks en lingerie pour que le linge ne manque jamais. Il lui suggère les ajustements du stock nécessaire.

Chaque partie désigne des responsables à différents niveaux pour assurer une bonne communication avec le ou les responsable(s) désigné(s) de l'établissement par l'autre partie. Une réunion annuelle, aura lieu à l'établissement

entre ces différents responsables. Par contre, en cas de dysfonctionnement au cours du contrat, le prestataire devra se rendre disponible pour en discuter au cours d'une réunion et apporter les solutions nécessaires (actions correctives et explications des causes des dysfonctionnements). Le titulaire devra ensuite apporter des actions d'amélioration pour éviter une nouvelle survenue de dysfonctionnement. Ces actions devront préalablement être validées par l'établissement.

Le titulaire signale à l'établissement toute utilisation anormale d'articles en quantité ou en qualité dont il peut avoir connaissance, toute anomalie dans le circuit du linge dont il peut être informé.

Le stock de sécurité est situé en lingerie. Si pour quelque raison que ce soit (défaut d'approvisionnement, besoin supplémentaire lié à l'activité, etc.), l'établissement entame le stock de sécurité, il en informe le titulaire qui doit impérativement assurer le recomplètement de ce stock dans les plus brefs délais.

Le titulaire fournit lors de ces réunions semestrielles à l'échelle globale de l'établissement, au moyen d'états de données quantitatives et financières, un suivi des consommations pour chaque article fongible de la manière suivante :

- Les quantités livrées pour chacun des services,
- Le coût mensuel de chaque service.
- Des états comparatifs permettant de mesurer l'évolution des consommations par article ainsi que le coût en regard de l'activité.

L'établissement doit communiquer au titulaire son activité au global.

Des exemples de tableaux de suivi et de pilotage seront obligatoirement fournis avec l'offre.

7.2.2 Formation

Le titulaire assure une formation générale des agents de l'établissement pour que les prestations qu'il fournit soient utilisées dans les meilleures conditions.

Un comité de suivi de la qualité de la prestation se réunit tous les ans pour examiner et évaluer la qualité de la prestation et la satisfaction des utilisateurs, infléchir et corriger les erreurs et recommander des actions à entreprendre pour une éventuelle amélioration.

ARTICLE 8. STOCKAGE - MANUTENTION ET TRANSPORT

Les différents articles seront livrés sous emballage plastifié par nombre identique et déposés sur des chariots à roulettes mis à disposition par le titulaire du marché. Ceux-ci seront en parfait état de fonctionnement.

ARTICLE 9. CONTROLES EN USINE ET EN LABORATOIRE

9.1 Contrôle en usine

L'établissement peut à tout moment contrôler dans l'usine du titulaire le respect des obligations découlant du marché en ce qui concerne le traitement.

Ces vérifications et analyses de contrôle peuvent être faites soit par des agents de l'établissement, soit par un organisme spécialisé dans le contrôle de traitement du linge et agréé par les deux parties.

Le titulaire est tenu de :

- fournir tous renseignements concernant les modes de traitements des articles, les dosages employés, les matériels et les produits utilisés,
- laisser prélever tout échantillon et de fournir les récipients nécessaires aux prélèvements des produits de bains au cours des traitements ou d'eau alimentant les machines à laver ou à nettoyer.

9.2 Contrôle bactériologique du linge et des véhicules

Les contrôles bactériologiques du linge sont effectués conformément aux annexe III au présent CCP - fiche technique n°2 et annexe IV au présent CCP - fiche technique n° 3.

Les résultats de ces contrôles seront transmis tous les 6 mois au Directeur de l'établissement. Le candidat joindra à son offre ses méthodes de contrôle ainsi que des exemples de résultats d'analyses bactériologiques sur le linge.

Lorsque le nombre de colonies est supérieur à la norme, l'identification des colonies dominantes devra être effectuée et transmise à la direction de l'établissement.

Les véhicules utilisés pour le transport seront régulièrement nettoyés et désinfectés. Les protocoles seront à préciser obligatoirement dans l'offre.

9.3 Prise en charge des frais de contrôle

Les frais de contrôle ci-dessus seront à la charge du titulaire.

ARTICLE 10. QUALITE DES ARTICLES - QUALITE DES PRESTATIONS

10.1 Qualité sensorielle et qualité hygiénique des articles mis à disposition

Les articles mis à disposition par le titulaire sont conformes au descriptif de l'annexe I du CCP et adaptés à une utilisation en établissement.

Les articles proposés par le candidat en annexe I du CCP devront être aussi proches que possible du descriptif.

La qualité sensorielle des articles loués est contrôlée par référence à la fiche technique n° 1 faisant l'objet de l'annexe II du C.C.P.

La qualité hygiénique de tous les articles loués est contrôlée par référence à la fiche technique n° 2 faisant l'objet de l'annexe III du C.C.P.

10.2 Qualité des prestations - Fidélité du service

L'établissement précise que l'exécution des prestations par le titulaire ne peut souffrir aucun retard, ni interruption sans perturber gravement le fonctionnement de ses services.

En conséquence, le titulaire s'engage à exécuter fidèlement ses prestations notamment en ce qui concerne les enlèvements et mises en complément qui doivent être effectués les jours de la semaine convenus.

Il s'engage à exécuter les demandes de suppléments dans les délais prévus.

ARTICLE 11. ASSURANCES

Le titulaire est tenu de s'assurer contre les risques visés ci-après. L'administration se réserve le droit de vérifier que le titulaire a satisfait à cette obligation.

11.1 Assurance incendie, foudre, explosion et vol

Le titulaire assure contre l'incendie, la foudre, les explosions et le vol, à ses frais pour la durée du marché, les articles textiles pouvant se trouver dans les locaux de l'administration et en cours de transport.

Les polices doivent impliquer explicitement que la garantie porte sur les articles qui lui sont confiés à l'occasion de l'exécution des prestations du marché.

L'indemnisation doit être stipulée sur la base de la valeur de remplacement des articles.

Les polices doivent prévoir la subrogation de l'administration contractante pour la perception des indemnités.

Dans le cas où l'indemnité perçue ne couvrirait pas entièrement le préjudice subi par l'administration, cette dernière conserve un recours contre le titulaire pour la partie du préjudice non couverte par l'indemnité perçue de l'assurance.

11.2 Responsabilité civile

Le titulaire doit souscrire une assurance de responsabilité civile au cas où celle-ci serait engagée du fait de son activité ou de celle de ses préposés dans l'enceinte des locaux de l'administration.

Cette assurance doit garantir les dommages corporels sans limitation de somme et les dommages matériels à concurrence d'un montant de 200 000 euros.

ARTICLE 12. MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX DE REGLEMEN

12.1 Présentation des prix

Les prix présentés sont pour les articles fongibles des prix unitaires par article.

Ils s'entendent marchandise rendue franco de port, d'emballage et d'assurance à destination.

L'offre de prix sera faite impérativement sur l'annexe I du CCP.

12.2 Définition des prix initiaux

Les fournitures sont livrées selon les prix unitaires mentionnés dans le Bordereau de Prix Unitaires annexé à l'Acte d'Engagement (y compris le rabais s'appliquant au catalogue joint dans le cadre de la remise de l'offre du prestataire et qui a servi à la sélection de celui-ci).

Les services associés aux fournitures, à l'instar d'un éventuel accompagnement des utilisateurs, ayant vocation à assurer une bonne utilisation des produits, sont inclus dans les prix unitaires des fournitures.

Ces prix incluent tous les frais divers et variés.

Les prix hors taxes consentis sont, pour des articles en location entretien, des prix « articles loués, rendus et blanchis ».

12.3 Révision des prix de l'annexe I à l'Acte d'Engagement

Les prix sont révisés une seule fois par an à la date d'anniversaire du marché. L'année est calculée à compter de la date d'entrée en application dudit marché, à savoir en principe le 01/02/2026.

La formule de révision de prix sera appliquée dans la limite de 4%.

La formule de révision de prix est la suivante :

$$P1 = P0 \times [\Delta n/n-1 \text{ moyenne 12 mois} \times (60\% \text{ MdO France} + 11\% \text{ MdO Grand import} + 6\% \text{ MdO proche import} + 3\% \text{ coton} + 2\% \text{ polyester} + 3\% \text{ gaz} + 2\% \text{ eau} + 5\% \text{ équipements industriels} + 2\% \text{ produits lessiviels} + 2\% \text{ gazole} + 1\% \text{ véhicule} + 1\% \text{ électricité} + 2\% \text{ bâtiment})]$$

Où

P1 est le nouveau tarif révisé

P0 est le tarif à la signature du contrat, puis le tarif de la dernière révision

MdO France est l'indice des taux de salaire horaire des ouvriers par activité : Industries de transformation, non compris la construction (Identifiant n° 010562755)

MdO Grand import : pourcentage d'évolution annuelle des salaires en Asie publié dans le Rapport annuel de l'Organisation Internationale du Travail corrigé de l'effet dollar US

MdO Proche import : pourcentage d'évolution annuelle des salaires au Maroc publié dans le Rapport bi-annuel de l'Organisation Internationale du Travail corrigé de l'effet dollar US

Coton : indice des prix internationaux des matières premières importées – Fibres textiles naturelles (Identifiant n° 010002012)

Polyester : indice de prix d'importation de produits industriels – zone Euro – Fibres artificielles et synthétiques (Identifiant n° 010535891)

Gaz : indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – Prix de marché – Distribution de combustibles gazeux par conduites (Identifiant n° 010534772)

Eau : indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 37.00 – collecte et traitement des eaux usées (Identifiant n° 010534781)

Equipement industriels : indice de prix d'importation de produits industriels – zone Euro – Autres machines d'usage spécifique (Identifiant n° 010535924)

Produits lessiviels : indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – prix de marché – savons, détergents et produits d'entretien (Identifiant n° 010534611)

Gazole : prix moyens mensuels de vente au détail en métropole – gazole (Identifiant n° 000442588)

Véhicule : indice de prix de l'offre intérieure des produits industriels – véhicules utilitaires (Identifiant n° 010535350)

Electricité : indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – prix de marché – électricité vendue aux entreprises consommatrices finales (Identifiant n° 010534769)

Bâtiment : indice des loyers commerciaux (ILC) (Identifiant n° 001532540)

Sources : INSEE et OIT

ARTICLE 13. FACTURATION - MANDATEMENT - PAIEMENT

Les factures devront parvenir sur la plateforme Chorus Pro, les n° SIRET des établissements sont :

- Pour la Résidence Fleur de Lin : 265 907 626 00039
- Pour l'EHPAD de BRAY-DUNES : 265 907 188 00022

13.1 Facturation de la location-entretien au titre des articles fongibles

La facturation mensuelle, établie pour chaque établissement est assise :

- d'une part sur le prix unitaire H.T., révisé s'il y a lieu, de chaque article indiqué dans l'annexe I du CCP : "Prix unitaires en euro H.T.".
- d'autre part, sur le total des quantités du même article livré dans le mois.

13.2 Facturation des articles manquants ou détériorés au titre des articles fongibles

L'établissement apporte tous ses soins à la conservation des articles textiles qui lui sont confiés et qui ne doivent être utilisés que pour l'usage auquel ils sont destinés.

Le titulaire établit ses factures lors de la constatation des disparitions ou détériorations non lié à une usure normale du linge. Cette facture est établie une fois par an, à la fin de chaque inventaire ou de chaque année de marché selon les modalités prévues ci-après.

Les disparitions sont constatées pour les articles fongibles par l'impossibilité pour le représentant habilité par l'établissement de présenter la totalité des articles qui lui sont confiés. Le titulaire déduit alors du stock confié les articles fongibles perdus ou détériorés et rendus impropres à leur utilisation.

Il pourra mettre en service, après accord de l'établissement, en effectuant une remise, des articles destinés à remplacer ceux perdus.

Le titulaire établit en tout état de cause une facture dont le montant H.T. du dédommagement en cas d'articles manquants ou détériorés est égal à la somme des produits de la « Valeur de référence en euro H.T. » révisée le cas échéant, indiquée pour chaque article par le titulaire dans l'annexe I du CCP multiplié par la quantité totale de chaque article trouvée manquante ou détériorée en cours d'année lors des inventaires ou dans toute circonstance, ce résultat étant affecté du coefficient 0,65 (zéro virgule soixante-cinq).

13.3. Mandatement – Paiement

Les règlements afférents au présent marché s'effectueront par virement au compte courant du titulaire précisé sur l'acte d'engagement, avec paiement à 30 jours à réception de la facture, selon les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues au C.C.A.G-F.C.S.

Intérêts moratoires :

Si le délai de paiement est dépassé et que le dépassement est imputable à l'établissement, des intérêts moratoires sont dus au titulaire du marché.

Le taux d'intérêts moratoires est le taux de l'intérêt légal de la BCE en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmentés de 8 points de pourcentage, et accompagnés d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros.

Le retard dans le délai global de paiement ne pourra être imputable à l'établissement si la facture n'est pas arrivée à l'adresse de facturation indiquée dans le présent CCP à l'article 13 ou si elle revêt un caractère litigieux qui entraîne un échange avec le titulaire.

Comptable :

Le comptable assignataire chargé des paiements est Monsieur le Trésorier Public Hospitalier de DUNKERQUE pour les 2 établissements.

ARTICLE 14. RETARD D'EXECUTION - PENALITES

14.1 Retard à la mise à disposition

Il y a retard à la mise à disposition si le titulaire procède à cette opération après la date prévue et au maximum deux jours calendaires après la date prévue.

14.2 Retard à l'enlèvement

Il y a retard à l'enlèvement si le titulaire procède à cette opération après la date prévue et au maximum deux jours calendaires après la date prévue.

14.3 Retard à la remise en complément

Il y a retard à la remise en complément si le titulaire procède à cette opération après la date prévue et au maximum deux jours calendaires après la date prévue.

14.4 Pénalités encourues

Les dispositions du C.C.A.G.-F.C.S. s'appliquent au présent marché.

ARTICLE 15. CARENCE

Il y a carence du titulaire lorsque ce dernier a plus de jours de retard dans le délai d'exécution de la prestation que les maxima prévus aux paragraphes 14.2. et 14.3. du présent marché.

Dans ce cas, l'établissement peut prendre des dispositions pour assurer ou faire assurer l'exécution de la prestation par un tiers aux frais et risques du titulaire conformément au C.C.A.G.-F.C.S.

En outre, il est appliqué au titulaire les pénalités pour le retard jusqu'au jour inclus de la constatation de la carence, le montant des pénalités étant alors doublé.

ARTICLE 16. INSUFFISANCE DE QUALITE DES PRESTATIONS DU TITULAIRE - RESILIATION DU MARCHE PAR L'ADMINISTRATION

Si la qualité des prestations fournies par le titulaire n'est pas conforme aux dispositions qui précèdent, de manière répétée ou continue, si les quantités d'articles fournies par le titulaire sont inférieures à celles prévues par le présent marché, sous réserve que l'établissement ait préalablement notifiée par écrit les points sur lesquels cette qualité n'est pas respectée, et qu'elle ait mis en demeure par écrit le titulaire de mettre à disposition les quantités

manquantes et que ce dernier n'ait pas pris les dispositions pour remédier aux défauts de qualité dans le délai d'un mois ou mis à disposition les quantités manquantes dans le délai le plus bref, l'administration a la faculté de résilier immédiatement le présent marché.

Pour cette résiliation, les dispositions du C.C.A.G. - FCS s'appliquent.

La résiliation entraîne notamment la cessation de l'exécution des prestations par le titulaire, la restitution par l'établissement des articles loués non cédés dans le délai maximum de deux semaines à compter de la date d'effet de la résiliation.

ARTICLE 17. LITIGES

Il est formellement spécifié :

- a) que le contrat établi au profit du titulaire est régi exclusivement par les lois et règlements français,
- b) qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'établissement et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée, des travaux à effectuer.

Le Tribunal Administratif du domicile de l'établissement est seul compétent en cas de litige.

Pour tout différent survenant à l'occasion de la présente consultation et des marchés qui y feront suite, il sera fait application de l'article 37 du CCAG-FCS.

ARTICLE 18. GREVES

- a) En cas d'arrêt du travail du personnel de l'établissement, l'administration s'engage à prendre toutes dispositions pour éviter les moisissures et à tenir compte des instructions du titulaire à ce sujet.
- b) En cas de grève ou de tout incident quelconque, survenant dans ses ateliers et le mettant dans l'impossibilité de livrer et blanchir le linge, le titulaire prend à ses frais, toutes dispositions pour que le service du linge de l'établissement ne soit interrompu à aucun moment.

Les moyens d'organisation de ce service minimum sont soumis à l'agrément écrit de l'établissement. Le candidat présentera son organisation dans son offre.

En cas d'impossibilité pour le titulaire du marché d'exécuter intégralement les prestations dues au titre du marché, l'administration y pourvoit par tous les moyens qu'elle juge utiles aux frais, risques et périls du titulaire.

Les mesures qui sont prises dans ce cas sont limitées à la durée de la grève.

ARTICLE 19. AVANCE FORFAITAIRE

Aucune avance forfaitaire ne sera accordée.

ARTICLE 20. NANTISSEMENT DE CREANCES

Le marché peut être affecté en nantissement de créances dans les conditions prévues au Code de la Commande Publique.

ARTICLE 21. PIECES JOINTES AU PRESENT C.C.P.

Annexes :

- ⇒ I Bordereau de prix - Descriptif technique des articles - Prestation de location-entretien de linge plat - Stocks initiaux - Valeur de référence
- ⇒ II Fiche technique n° 1
- ⇒ III Fiche technique n° 2
- ⇒ IV Fiche technique n° 3

ARTICLE 22. DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dispositions prévues au présent C.C.P. l'emportent, le cas échéant, sur celles mentionnées au C.C.A.G.-FCS.

Fait à Hondschoote, le 14/10/2025

Les Directeurs

M. GRÜTZNER Frédéric
Résidence Fleur de Lin



Mme DELAGE Louise
EHPAD BRAY-DUNES

